

Cette gauche qui prend ses désirs pour la réalité

Jean Bricmont

2 septembre 2013

L'article ci-dessous a été écrit pour un public américain et son but était de critiquer une pétition de « solidarité avec le peuple syrien » qui reflète toutes les ambiguïtés de la pensée de la gauche occidentale sur la question de la guerre et de l'impérialisme, ambiguïtés qui ont pour conséquence qu'aucune opposition systématique aux politiques américaines n'émane de la gauche, alors que ces politiques deviennent de plus en plus impopulaires au niveau de l'opinion publique, même en Europe.

La droite dont je parle, libertarienne ou paléo-conservatrice, n'a pas vraiment d'équivalent en Europe : les libertariens défendent la liberté la plus absolue du marché, mais aussi les libertés individuelles et sont farouchement opposés au militarisme et aux politiques d'ingérence. Le site <http://antiwar.com/> reflète bien leur point de vue. Les paléo-conservateurs sont socialement conservateurs et étaient très anti-communistes pendant la guerre froide, mais n'ont pas suivi les néo-conservateurs dans la politique d'ingérence post guerre froide, politique qui prétend défendre les intérêts américains, mais qui, par le plus grand des hasards, coïncident le plus souvent avec ceux d'Israël. Le site

<http://www.theamericanconservative.com/> exprime le point de vue paléo-conservateur. L'institut Ron Paul regroupe des libertariens mais aussi Denis Kucinich, l'ex-membre le plus progressiste de la Chambre des Représentants. L'ex-secrétaire au Trésor sous l'administration Reagan, donc « de droite », Paul Craig Roberts, allié critique radicale de l'impérialisme mais aussi des politiques économiques néolibérales (<http://www.paulcraigroberts.org/>).

En France, le PCF a commencé par accepter, sans preuves, la responsabilité du « régime de Bachar al Assad », tout en s'opposant à l'intervention militaire de la France, ce qu'a fait aussi Jean-Luc Mélenchon. Le NPA affirme son « soutien total à la révolution syrienne », tout en refusant ce que la plupart de ces révolutionnaires demandent, à savoir une intervention militaire étrangère. Probablement une nouvelle application de la dialectique. Le site médiapart, aussi classé à gauche, a publié un appel dithyrambique à la guerre en Syrie, appel qui incorpore toutes les invocations d'usage dans l'arsenal du terrorisme intellectuel (Mein Kampf, Auschwitz...).

Le Front National, par contre, a dès le début exprimé son scepticisme, et son opposition à une intervention française, ce qu'il avait déjà fait lors de la guerre en

Libye. Dire cela n'est pas faire l'apologie du FN, mais constater un fait : comme aux Etats-Unis, une partie de la droite « extrême » est opposée aux guerres de façon plus consistante que le plus gros de la gauche. Je ne propose pas une « alliance » avec le FN, qui est de toutes façons impossible, mais j'invite la gauche, y compris radicale, à se poser honnêtement des questions : ne serait-ce pas elle qui, aveuglée par l'idéologie de l'ingérence humanitaire, a fini par adopter des positions anciennement d'extrême droite (soutien aux guerres américaines, rejet de la Charte de l'ONU et mépris à l'égard des positions de la Russie, de la Chine ou de l'Amérique Latine) et a ainsi laissé au FN le champ libre pour occuper des positions traditionnellement de gauche (scepticisme par rapport à la propagande de guerre et respect de la souveraineté nationale) ?

Cette gauche qui prend ses désirs pour la réalité

Au début des années 1970, de nombreuses personnes, y compris moi, croyaient que toutes les "luttres" de cette période étaient liées entre elles : la révolution culturelle en Chine, les guérillas en Amérique latine, le printemps de Prague et les "dissidents" d'Europe de l'Est, mai 68, le mouvement des droits civiques, l'opposition à la guerre du Vietnam et les mouvements anticolonialistes, nominalement socialistes, en Afrique et en Asie. Nous pensions également que les régimes "fascistes" en Espagne, au Portugal et en Grèce, par analogie avec la Seconde guerre mondiale, ne pouvaient être renversés que par une lutte armée, très probablement prolongée.

Aucune de ces suppositions n'était juste. La révolution culturelle n'avait aucun rapport avec les mouvements anti-autoritaires à l'Ouest ; les dissidents d'Europe de l'Est étaient, en général, pro-capitalistes et pro-impérialistes, et l'étaient souvent fanatiquement ; les guérillas d'Amérique latine étaient un mirage (à part en Amérique centrale) et les mouvements de libération nationale n'étaient rien d'autre que cela : ils aspiraient (légitimement) à la libération nationale et se disaient socialistes ou communistes seulement à cause du soutien que leur offraient l'Union soviétique ou la Chine. Les régimes "fascistes" d'Europe du Sud se sont transformés d'eux-mêmes sans offrir une réelle résistance et encore moins une lutte armée. De nombreux autres régimes autoritaires leur ont emboîté le pas : en Europe de l'Est, en Amérique latine, en Indonésie, en Afrique et à présent dans une partie du monde arabe. Certains se sont écroulés de l'intérieur, d'autres sont tombés après quelques manifestations.

Je me suis souvenu de ces illusions de jeunesse quand j'ai lu une pétition "de solidarité avec les millions de Syriens qui luttent pour la dignité et la liberté depuis mars 2011", dont la liste de signataires inclut de nom-

breuses personnalités de la gauche occidentale. La pétition affirme que *“La révolution en Syrie représente une part fondamentale des révolutions nord-africaines, mais elle est également une extension de la révolte zapatiste au Mexique, du mouvement des sans-terre au Brésil, des révoltes contre l’exploitation néolibérale en Europe et en Amérique du Nord, ainsi qu’un écho des mouvements pour la liberté iranien, russe et chinois.”*

Les signataires exigent bien sûr que Bachar al-Assad quitte immédiatement le pouvoir, ce qui est censé être l’unique *“espoir pour une Syrie libre, unifiée et indépendante”*. Ils décrivent aussi la Russie, la Chine et l’Iran comme étant en train *“de défendre le massacre du peuple”*, bien que ces nations soient *“prétendument amies des Arabes”* ; ils reconnaissent que *“les États-Unis et ses alliés dans le Golfe sont intervenus pour soutenir les révolutionnaires”*, mais les blâment pour *“l’avoir fait clairement pour leurs propres intérêts cyniques”* et pour essayer de *“réprimer et subvertir l’insurrection”*. Il n’est pas très clair si cela est compatible avec la ligne qui suit dans le texte, qui prétend que *“les puissances mondiales et régionales ont abandonné le peuple syrien”*.

L’essence de la pétition consiste en des affirmations grandiloquentes de *“solidarité”* de la part *“d’intellectuels, d’universitaires, de militants, d’artistes, de citoyens concernés et de mouvements sociaux”*, *“à l’égard du peuple syrien pour insister sur la dimension révolutionnaire de leur lutte et pour éviter les batailles géopolitiques et les guerres par procuration qui se déroulent dans leur pays.”* Rien que ça !

Cette pétition vaut la peine d’être analysée en détail, parce qu’elle résume bien tout ce qui ne va pas dans la pensée de gauche dominante actuelle et elle illustre et explique pourquoi il n’y a plus de gauche véritable en Occident. Le même type de raisonnement a dominé la pensée de gauche occidentale au cours des guerres du Kosovo et de Libye et dans une certaine mesure au cours des guerres en Afghanistan (*“solidarité avec les femmes afghanes”*) et en Irak (*“ils iront mieux sans Saddam”*).

Tout d’abord, la présentation des faits concernant la Syrie est très douteuse. Je ne suis pas un expert de la Syrie, mais si le peuple est tellement uni contre le régime, comment se fait-il qu’il a résisté si longtemps ? Il y a eu relativement peu de défections dans l’armée ou dans le personnel diplomatique et politique. Étant donné que la majorité des Syriens sont sunnites et que l’on décrit constamment le régime comme basé sur le soutien de la *“secte alaouite”*, quelque chose laisse à désirer dans cette description des événements en Syrie.

Ensuite, que cela nous plaise ou non, les actions de *“la Russie, la Chine et l’Iran”* en Syrie ont été conformes au droit international, contrairement à celles des *“États-Unis et de ses alliés du Golfe”*. Du point de vue du droit international, le gouvernement actuel de la Syrie est légitime et répondre à ses demandes d’aide est parfaitement légal, tandis qu’armer des rebelles ne l’est pas. Bien entendu, les personnes de gauche qui signent la pétition émettraient probablement des objections à cet aspect du droit international, parce qu’il avantage les gouvernements par rapport aux insurgés. Mais imaginez un instant le chaos qui surviendrait si chaque grande puissance armait les rebelles de son choix partout sur terre. On peut déplorer la vente d’armes à des *“dictatures”*, mais les États-Unis peuvent difficilement faire la leçon au monde à ce sujet.

De plus, ce sont *“la Russie et la Chine”* qui, par leurs votes aux Nations unies, ont évité une nouvelle intervention américaine, comme celle en Libye, contre laquelle la gauche occidentale s’est opposée avec beaucoup de modération, voire pas du tout. En fait, puisque les États-Unis ont utilisé la résolution des Nations unies sur la Libye pour mener à bien un changement de régime que la résolution n’autorisait pas, n’est-il pas normal que la Russie et la Chine considèrent qu’elles ont été dupées en Libye et disent : *“plus jamais ça !”* ?

La pétition voit les événements en Syrie comme une *“extension de la révolte zapatiste au Mexique, du mouvement des sans-terre au Brésil, des révoltes contre l’exploitation néolibérale en Europe et en Amérique du Nord, ainsi qu’un écho des mouvements pour la liberté iranien, russe et chinois.”*, mais ils se gardent bien de les mettre en lien avec les gouvernements anti-impérialistes en Amérique latine, puisque ceux-ci se positionnent fermement contre les interventions étrangères et pour le respect de la souveraineté nationale.

Enfin, qu’est-ce qui devrait laisser quiconque penser que le départ *“immédiat”* de Bachar al-Assad mènerait à une *“Syrie libre, unifiée et indépendante”* ? Les exemples de l’Irak et de la Libye ne suffisent-ils pas à jeter quelques doutes sur des déclarations aussi optimistes ?

Cela nous amène au deuxième problème de cette pétition, qui est sa tendance au romantisme révolutionnaire. La gauche occidentale d’aujourd’hui est la première à dénoncer les régimes *“staliniens”* du passé, y compris ceux de Mao, Kim Il-sung ou Pol Pot. Oublient-ils cependant que Lénine a combattu le tsarisme, que Staline s’est battu contre Hitler, Mao contre le Kuomintang, Kim Il-sung contre les Japonais et que ces deux derniers, ainsi que Pol Pot, se

sont battus contre les États-Unis ? Si nous devons tirer quelque leçon de l'Histoire, c'est que la lutte contre l'oppression ne nous transforme pas forcément en des saints. Et comme tant de révolutions violentes dans le passé ont mal tourné, sur la base de quoi devrions-nous croire que la "révolution" en Syrie, chaque jour contrôlée un peu plus par des fanatiques religieux, émergera comme un brillant exemple de liberté et de démocratie ?

Il y a déjà eu des propositions répétées de négociations par "la Russie, la Chine et l'Iran", ainsi que de la part du "régime d'Assad" avec l'opposition ainsi qu'avec ses soutiens (les "États-Unis et ses alliés du Golfe"). Ne devrait-on pas accorder une chance à la paix et à la diplomatie ? Le "régime syrien" a modifié sa constitution ; pourquoi être si certain que ceci ne peut pas mener à un "avenir démocratique", mais qu'une révolution violente le peut ? Ne devrait-on pas accorder une chance au réformisme ?

Toutefois, le défaut principal de cette pétition, ainsi que d'autres appels similaires lancés auparavant par la gauche interventionniste humanitaire, est : à qui s'adressent-ils ? Les rebelles en Syrie veulent autant d'armes sophistiquées que possible - aucun signataire de la pétition ne peut les leur livrer et il est difficile de comprendre comment "*la société civile mondiale, plutôt que des gouvernements inefficaces et manipulateurs*" peut le faire. Ces rebelles veulent que les gouvernements occidentaux leur fournissent de telles armes - ils n'en ont cure de ce que la gauche occidentale pense. Et ces gouvernements occidentaux sont à peine conscients de l'existence même de cette gauche qui confond ses désirs avec la réalité. Et même s'ils l'étaient, pourquoi écouterait-ils des gens qui ne bénéficient d'aucun soutien populaire significatif et donc d'aucun moyen de faire pression sur les gouvernements ? La meilleure preuve de ce fait est donnée par la cause à laquelle tant de signataires ont consacré une grande partie de leur vie : la Palestine. Existe-t-il un seul gouvernement occidental qui accorde quelque attention au "mouvement de solidarité avec la Palestine" ?

Le simple fait que la pétition n'a pas d'effet en Syrie ne veut pas dire qu'elle n'a pas d'effet tout court. Elle affaiblit et embrouille ce qui reste des sensibilités pacifistes, en soulignant que "notre" priorité doit être de vaines démonstrations de solidarité avec une rébellion qui est déjà appuyée militairement par l'Occident. Une fois cet état d'esprit acquis, il devient psychologiquement difficile de s'opposer aux interventions américaines dans les affaires intérieures de la Syrie, puisque une intervention est précisément ce que recherchent les révolutionnaires que nous devons "soutenir" (et qui, apparemment, n'ont pas remarqué,

contrairement aux signataires de la pétition, que l'Occident vise à "réprimer et subvertir l'insurrection"). Bien sûr, les défenseurs de la pétition diront qu'ils ne "soutiennent" pas les extrémistes les plus violents en Syrie, mais qui exactement soutiennent-ils alors et comment ? Par ailleurs, la fausse impression que "les puissances mondiales ont abandonné le peuple syrien" (alors qu'en réalité, un flux constant d'armes et de djihadistes arrivent en Syrie) est due en partie au fait que les États-Unis ne sont pas assez fous que pour risquer une guerre mondiale, puisque la Russie semble déterminée à défendre la souveraineté de la Syrie. L'idée que nous puissions nous trouver au bord d'une guerre mondiale ne semble jamais venir à l'esprit des signataires.

Les défenseurs de la pétition diront probablement que "nous" devons dénoncer à la fois l'impérialisme américain *et* les régimes oppressifs contre lesquels le "peuple" se révolte. Or, cela n'illustre que l'étendue de leurs illusions : pourquoi prétendre faire deux choses à la fois, lorsqu'on n'est pas plus capable de faire l'une que l'autre, même partiellement ?

Si de telles pétitions sont pires que de ne rien faire, que devrait faire la gauche ? Avant tout, s'occuper de ses propres affaires, ce qui signifie lutter dans son propre pays. Ceci est bien plus difficile que d'exprimer une solidarité dénuée de sens avec des gens dans des pays lointains. Et lutter pour quoi ? Pour la paix à travers la démilitarisation de l'Occident, pour une politique de non-intervention et pour placer la diplomatie, non les menaces militaires, au centre des relations internationales. Incidemment, une politique de non-intervention est prônée par les libertariens et la droite paléo-conservatrice. Ce fait, plus l'invocation de l'entre-deux-guerres (la guerre civile espagnole, les accords de Munich), est constamment utilisée par la gauche pour donner à l'anti-interventionnisme une mauvaise réputation. Mais c'est stupide : Hitler n'est pas réellement en train de réapparaître constamment et il n'y a pas de menaces militaires graves à l'encontre de l'Occident. De plus, dans la situation présente, la réduction des coûts de l'Empire est une préoccupation parfaitement légitime pour les citoyens américains.

En fait, il serait tout à fait possible de former une large coalition gauche-droite de gens opposés au militarisme et à l'interventionnisme. Il va de soi qu'au sein de cette coalition, les gens pourraient toujours s'opposer sur le mariage homosexuel mais, aussi importante que soit cette question, elle ne devrait peut-être pas nous empêcher de travailler ensemble sur des questions qui pourraient également sembler importantes pour certaines personnes, telles que la paix mondiale, la défense des Nations unies et du

droit international ou le démantèlement de l'empire américain et ses bases militaires. En outre, il est probable qu'une majorité du public américain pourrait être gagnée à de telles positions si l'on mettait sur pied des campagnes prolongées et bien organisées pour le persuader.

Mais bien sûr, l'esprit de la pétition va exactement à l'encontre de ceci, vers plus d'implication et d'interventions. De nombreux signataires pensent certainement qu'ils sont anti-impérialistes et pacifistes, et certains d'entre eux ont tenu un rôle important lorsqu'il s'agissait de s'opposer à des guerres américaines précédentes. Ils ne semblent néanmoins pas avoir remarqué que les tactiques de l'impérialisme ont changé depuis l'époque des mouvements de libération nationale. À présent que la décolonisation est complète (excepté en Palestine), les États-Unis ne s'attaquent pas aux mouvements de libération, mais aux *gouvernements* qu'ils considèrent comme trop indépendants. Et, pour ce faire, ils utilisent divers moyens qui sont similaires *dans leurs tactiques* aux mouvements révolutionnaires ou progressistes du passé : la lutte armée, la désobéissance civile, des O"NG financées par des gouvernements, des révolutions colorées, etc.

Le dernier exemple en date de ces tactiques est la tentative par les gouvernements occidentaux d'utiliser la communauté LGBT comme troupes d'assaut idéologiques contre la Russie et les Jeux olympiques d'hiver, dans un effort évident pour dévier l'attention publique du fait embarrassant que, dans l'affaire Snowden, c'est la Russie et non les États-Unis qui est du côté de la liberté. Il y a de quoi craindre que la gauche interventionniste humanitaire ne suive le courant dominant en faveur de cette nouvelle croisade. Pourtant, comme l'a signalé [Gilad Atzmon](#), avec son style habituel légèrement provocateur, il est peu probable que cela aide les membres de la communauté LGBT en Russie, étant donné que ce type de soutien permet à leurs opposants de les désigner comme porteurs de l'influence étrangère. Il n'est pas bon pour quelque minorité que ce soit, dans n'importe quel endroit, d'être vue comme des agents d'une puissance étrangère, et surtout, d'un gouvernement aussi détesté pour son arrogance et son interventionnisme que la présente administration américaine. Et incidemment, les gens qui appellent au boycott des Jeux d'hiver en Russie n'ont pas émis d'objection au fait d'organiser les Jeux olympiques à Londres, ce que implique qu'à leurs yeux, prendre des mesures homophobes est un crime sérieux, tandis que mener des guerres en Afghanistan et en Irak ne sont que de simples peccadilles.

Les personnes qui succombent aux illusions du romantisme révolutionnaire ou qui se rangent aux

côtés du camp le plus faible en apparence, comme les rebelles syriens aujourd'hui, sans tenir compte du programme de celui-ci, sont bernées par les tactiques de l'impérialisme d'aujourd'hui. En revanche, ceux qui aspirent à un ordre mondial plus pacifique et plus juste et qui pensent qu'une condition préalable à cet ordre est l'affaiblissement de l'impérialisme américain s'aperçoivent facilement de ces pièges. Ces deux différentes visions du monde divisent à la fois la gauche et la droite : les interventionnistes progressistes et les néo-conservateurs d'un côté, les libertariens, les paléo-conservateurs et les militants de la gauche traditionnelle de l'autre, et cela pourrait exiger qu'apparaissent de nouvelles alliances inédites.

***JEAN BRICMONT** enseigne la physique à l'Université de Louvain en Belgique. Il est l'auteur de L'impérialisme humanitaire. Il peut-être contacté à Jean.Bricmont@uclouvain.be*

Source originale : [Counter Punch](#)

Traduit de l'anglais par TK pour Investig'Action

Source : [InvestigAction](#)

[zdeGauche]